



Assemblée générale

Distr. générale
7 août 2017
Français
Original : anglais

Soixante-douzième session

Point 25 b) de l'ordre du jour provisoire*

Activités opérationnelles de développement : coopération Sud-Sud pour le développement

État de la coopération Sud-Sud

Rapport du Secrétaire général

Résumé

Dans le présent rapport, établi en application de la résolution 71/244 de l'Assemblée générale, le Secrétaire général évalue les mesures concrètes prises par le système des Nations Unies pour le développement à l'échelle mondiale, régionale et nationale en vue d'améliorer son appui à la coopération Sud-Sud durant la période couverte par le rapport (2016/17). En outre, il met en exergue certaines actions engagées par le système des Nations Unies pour le développement en vue d'institutionnaliser davantage la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire dans ses activités opérationnelles en faveur de la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Pour finir, il formule des recommandations sur la marche à suivre.

* A/72/150.



I. Contexte

1. Pour le monde entier, un futur sans pauvreté passe par la réalisation des objectifs de développement durable. En 2017, un examen des progrès accomplis montre que dans de nombreux domaines, les progrès sont irréguliers et pas assez rapides pour atteindre les cibles. Le Programme de développement durable à l'horizon 2030 considère les partenariats, dont le partenariat Nord-Sud, la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire, comme d'importants moyens de mise en œuvre. La coopération Sud-Sud, qui ne remplace pas mais complète la coopération Nord-Sud, offre une mine de possibilités et présente un immense potentiel pour soutenir l'accélération des progrès en vue de la réalisation des objectifs de développement durable.

2. Ces dernières années, la portée de la coopération Sud-Sud s'est élargie bien au-delà de la coopération technique et des échanges de connaissances pour intégrer le commerce, l'investissement, les infrastructures et la connectivité, ainsi que la coordination des politiques et des stratégies de développement entre les pays en développement. La coopération Sud-Sud est également devenue plus visible dans le discours et les initiatives de développement à l'échelle régionale et mondiale.

3. De nouvelles initiatives de coopération Sud-Sud dans les infrastructures facilitent de plus en plus l'intégration régionale, sous-régionale et interrégionale, donnant ainsi lieu à des approches innovantes pour des actions collectives. Dans certaines régions de l'Afrique, notamment l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique subsaharienne, des projets d'infrastructures faisant intervenir des groupes d'États sont en cours d'exécution.

4. L'Inde a sensiblement accru son soutien au renforcement des capacités en Afrique; de nouvelles initiatives telles que Made in India, Digital India et smart cities, lui permettent d'élargir sa coopération avec des pays partenaires. L'Inde a également annoncé la mise à disposition sur les cinq prochaines années d'une ligne de crédit préférentielle d'un montant de 10 milliards de dollars au bénéfice de l'Afrique, ainsi que de dons d'assistance à hauteur de 600 millions de dollars qui seraient ventilés comme suit : un Fonds de développement Inde-Afrique de 100 millions de dollars, un Fonds de santé Inde-Afrique de 10 millions de dollars, et 50 000 bourses scolaires pour les étudiants africains au cours de la même période¹.

5. L'initiative « Une Ceinture et une Route » promue par la Chine, qui compte plus de 100 pays intéressés par la conclusion de partenariats, offrira de nouvelles perspectives et donnera un nouvel élan à la collaboration internationale, notamment à la coopération Sud-Sud. L'initiative est axée sur la promotion de la coordination des politiques, l'interconnexion des infrastructures et des installations, la levée des obstacles au commerce, l'intégration financière et le rapprochement des peuples.

6. La dynamique croissante de la coopération Sud-Sud doit être soutenue par une plus grande institutionnalisation des initiatives de collaboration. Ces dernières années, trois aspects de l'institutionnalisation de la coopération Sud-Sud présentent un intérêt tout particulier. Tout d'abord, l'élaboration de règles formelles, de normes informelles et la création d'organisations spécialisées ont progressivement conduit à l'intégration de la coopération Sud-Sud dans l'élaboration des politiques au niveau

¹ Groupe de réflexion interinstitutions sur le financement du développement, *Financement du développement : progrès et perspectives* (publication de l'ONU, n° de vente E.17.I.5).

des pays. Un nombre croissant de pays ont soit créé des organismes spécialisés dans la coopération Sud-Sud, à l'exemple de l'Agence sud-africaine de partenariat pour le développement et du Ministère indonésien de la planification du développement national, soit renforcé les capacités de coopération Sud-Sud au sein des institutions chargées de la coopération internationale. Au rang des progrès institutionnels, on peut citer l'affectation de ressources financières spécialisées; l'élaboration de cadres politiques et réglementaires; le personnel spécialisé; et des innovations administratives et méthodologiques. Ces progrès ont également aidé les équipes de pays des Nations Unies à renforcer leur engagement auprès des gouvernements hôtes en faveur des initiatives de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire.

7. Deuxièmement, on assiste actuellement à une augmentation du nombre d'acteurs, notamment des entités infranationales telles que les autorités municipales et provinciales et des acteurs non étatiques, à l'instar de la société civile, des firmes du secteur privé, des groupes de volontaires, et des institutions académiques et de recherche, qui s'engagent dans la coopération Sud-Sud dans le cadre de leurs activités de base. La coopération Sud-Sud décentralisée est devenue plus formelle.

8. Troisièmement, on assiste à la naissance d'une nouvelle vague d'institutions multilatérales consacrées à la coopération Sud-Sud, en particulier le financement des activités y afférentes. Cela se reflète dans la création de nouvelles institutions financières multilatérales, telles que la toute récente Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures et la Nouvelle Banque de développement. Ces deux institutions constituent d'importants outils de coopération Sud-Sud, faisant de la viabilité et de la croissance inclusive des priorités dans leurs agendas respectifs. La Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures devrait fournir 10 à 15 milliards de dollars de prêts par an au cours des 15 prochaines années. Ces investissements seront axés sur le développement des infrastructures et d'autres secteurs productifs en Asie. Pour ce qui est de la Nouvelle Banque de développement, elle devrait pouvoir prêter en moyenne 3,4 milliards de dollars d'ici à 2020 et pratiquement 9 milliards de dollars d'ici à 2034. Les cinq premiers projets à l'étude de la Nouvelle Banque de développement seront consacrés aux énergies renouvelables².

9. Cette tendance à l'institutionnalisation de la coopération Sud-Sud est motivée par plusieurs facteurs. Tout d'abord, l'apprentissage organisationnel par les institutions de coopération Sud-Sud existantes s'est approfondi au fur et à mesure que plusieurs partenaires accumulent des expériences pratiques et élargissent leurs portefeuilles de coopération. Cet apprentissage intègre de nouvelles connaissances et pratiques institutionnelles allant de la planification et la mise en œuvre au suivi et à l'évaluation, ainsi que l'étude d'impact des initiatives de coopération Sud-Sud. De plus en plus, ces échanges de connaissances Sud-Sud se produisent grâce à des mécanismes délibérés et bien élaborés ayant pour but de favoriser l'apprentissage interinstitutionnel. Des réseaux régionaux et mondiaux d'apprentissage de la coopération Sud-Sud voient le jour. Ces réseaux comprennent non seulement des plateformes créées par des partenaires du Sud, mais également des réunions organisées par les agences de développement traditionnelles dans le cadre de partenariats de coopération triangulaire.

² Programme des Nations Unies pour le développement, « Scaling-up South-South Cooperation for Sustainable Development », décembre 2016.

10. Deuxièmement, de nombreux acteurs définissent de façon plus formelle leurs avantages comparatifs et espaces spécifiques dans la coopération Sud-Sud. Par exemple, le Brésil, l'Indonésie et la Turquie s'engagent dans des domaines de coopération Sud-Sud dans lesquels ils apportent une expertise et une capacité particulières, par exemple dans l'éducation entrepreneuriale, l'agriculture tropicale, ou la prévention des catastrophes et l'organisation des secours, tandis que Cuba et le Nigéria mettent un accent particulier sur les initiatives de coopération technique. À travers cette spécialisation, ces pays parviennent à mettre à profit leurs expériences uniques, qui sont porteuses d'une grande plus-value pour les initiatives de développement.

11. Troisièmement, il existe une communauté globale de professionnels spécialisés dans le développement qui œuvrent dans le domaine de la coopération Sud-Sud, en particulier issus du monde du Sud. Des universités et des laboratoires d'idées ont créé des programmes, entrepris des recherches, dispensé des cours et produit des ouvrages sur la coopération Sud-Sud. Les syndicats de travailleurs, les organisations non gouvernementales et les associations de volontaires ont également commencé à s'engager dans la coopération Sud-Sud à l'échelle bilatérale ou multilatérale.

II. État de l'appui apporté par le système des Nations Unies pour le développement à la coopération Sud-Sud et à la coopération triangulaire dans le contexte du Programme de développement durable à l'horizon 2030

12. En 2016, le système des Nations Unies a renforcé son appui institutionnel à la coopération Sud-Sud. Les organismes des Nations Unies ont pris une série de mesures visant à intégrer davantage la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire dans leurs cadres de politiques et stratégies institutionnelles en vue de la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Aujourd'hui, la coopération Sud-Sud apparaît fréquemment dans les registres de bonnes pratiques et des enseignements tirés, ainsi que dans les instruments des politiques et programmes des Nations Unies. Certains organismes ont également affecté des fonds réservés ou recruté des spécialistes afin de stimuler leurs initiatives de coopération Sud-Sud non seulement au siège, mais de plus en plus au niveau des pays et des régions.

A. Intégration de la coopération Sud-Sud dans les cadres de politiques et stratégies

13. La coopération Sud-Sud est consacrée dans divers documents stratégiques comme une modalité importante de mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Le plan-cadre stratégique révisé, le plan à moyen terme 2014-2017 et le programme de travail et le budget pour 2016-17 de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) s'appuient sur sa stratégie institutionnelle en matière de coopération Sud-Sud de 2013 et tiennent compte du fait que la coopération Sud-Sud est un moyen essentiel de parvenir aux résultats escomptés. Les plans de travail biennaux et régionaux de la FAO continuent d'intégrer la coopération Sud-Sud dans l'ensemble de l'organisation.

14. La coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire sont toutes deux des priorités du Cadre stratégique 2016-2025 du Fonds international de développement agricole (FIDA), qui reflète la compréhension partagée avec les États membres de l'importance de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire dans l'amélioration des moyens de subsistance en zone rurale. Le document intitulé « Approche adoptée par le FIDA dans le domaine de la coopération Sud-Sud et triangulaire », publié en 2016, est axé sur deux piliers qui se renforcent mutuellement : la coopération technique et la promotion des investissements.

15. Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) a publié sa première stratégie institutionnelle en matière de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire en 2016, mettant l'accent sur le rôle essentiel des acteurs nationaux dans la coopération Sud-Sud et l'importance de l'accès universel à la connaissance en tant que multiplicateur du développement pour l'accélération de la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030. La stratégie a été formulée en concertation avec le Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud, les organismes de développement des Nations Unies et un nombre considérable d'États Membres et présentée par la suite au Groupe des 77, au Groupe des pays d'Amérique latine et des Caraïbes et au Conseil d'administration du PNUD. Elle présente trois ensembles de services devant permettre au PNUD d'accroître son soutien, à savoir : a) un échange mondial de solutions de développement en matière de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire (SSMart for Sustainable Development Goals); b) un soutien étayé par la recherche en faveur des initiatives mondiales de dialogue ainsi qu'une coordination et une collaboration au sein du système; c) la création d'un environnement favorable à la coopération Sud-Sud et à la coopération triangulaire aux niveaux national et régional. La mise en œuvre de la stratégie est menée conjointement par le PNUD et le Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud.

16. Plusieurs des plans-cadres stratégiques lancés depuis juillet 2016 sont axés sur le rôle de la coopération Sud-Sud dans la promotion du partage des connaissances et l'appui à la mise en œuvre des objectifs de développement durable au niveau national. En 2017 par exemple, le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) a approuvé une nouvelle stratégie institutionnelle en matière de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire contenant une vision et une base opérationnelle pour l'intensification du recours à la coopération Sud-Sud et à la coopération triangulaire en vue d'aider à l'application au niveau national du Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement après 2014. En outre, la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire ont été intégrées au nouveau plan stratégique du FNUAP pour la période 2018-2021, et sont prises en compte dans les nouveaux plans d'action mondiaux et régionaux. Selon un autre exemple, la nouvelle stratégie opérationnelle de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) en matière de coopération industrielle Sud-Sud et de coopération industrielle triangulaire envisage l'opérationnalisation de la coopération industrielle Sud-Sud et triangulaire de manière à faciliter la mise en œuvre de l'objectif de développement durable 9.

17. Certains organismes ont souligné l'importance de la coopération Sud-Sud au niveau national. Dans son nouveau plan stratégique pour 2018-2021, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) s'est engagé à promouvoir la coopération, l'échange des enseignements tirés, et à favoriser l'innovation et les partenariats

grâce à la coopération Sud-Sud et à la coopération triangulaire. Une note d'orientation sur la coopération Sud-Sud destinée aux bureaux de pays de l'UNICEF, préparée en 2017, fournit un plan-cadre et une orientation stratégique pour l'engagement de l'UNICEF dans le cadre de la coopération Sud-Sud. En outre, en 2016, 74 % de tous les nouveaux descriptifs de programmes de pays approuvés par le Conseil d'administration de l'UNICEF intégraient la coopération Sud-Sud comme une stratégie ou une approche de mise en œuvre. De même, dans son plan stratégique pour 2014-2017, le PNUD s'est engagé à devenir le bras opérationnel mondial en matière de coopération Sud-Sud et, à cette fin, dans sa stratégie, toutes les offres de services donnent au système des Nations Unies pour le développement des possibilités d'engagement dans l'appui aux pays pour la coopération Sud-Sud. Au rang des exigences institutionnelles en matière de gestion de programmes et projets, la coopération Sud-Sud constitue une norme de qualité.

18. Plusieurs plans-cadres stratégiques s'appuient sur les enseignements tirés des expériences passées en matière de coopération Sud-Sud. La première stratégie opérationnelle de l'ONUDI en matière de coopération industrielle Sud-Sud et triangulaire, lancée en février 2016, tient compte du fait que les expériences passées de l'ONUDI en matière de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire ont eu des incidences variables. En conséquence, elle intègre une analyse des moyens par lesquels l'ONUDI peut utiliser au mieux les ressources dont elle dispose et examine le potentiel de l'organisation à fournir, de façon plus efficace et plus efficiente, des services aux clients internes et externes en matière de coopération industrielle Sud-Sud et triangulaire.

19. Certains cadres stratégiques mettent en exergue le rôle de la stratégie d'assistance technique et de partenariat dans la coopération Sud-Sud. Le plan stratégique (2017-2021) du Programme alimentaire mondial (PAM) fait de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire deux de ses moyens de mise en œuvre, reconnaissant leur importance pour les stratégies d'assistance technique et de partenariat. Le programme et le budget de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) soulignent le rôle primordial de la coopération Sud-Sud dans le renforcement du partenariat entre les pays en développement aux fins de l'utilisation du système de propriété intellectuelle pour soutenir l'innovation et la créativité afin de répondre à leur niveau de développement et leur conjoncture économique spécifiques.

20. Dans certaines organisations du système des Nations Unies, les programmes et les budgets mettent en évidence le rôle de la coopération Sud-Sud. La stratégie à moyen terme (2014-2021) de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) ainsi que son programme et son budget 2014-2017 reconnaissent la coopération Sud-Sud comme une modalité clé de mise en œuvre des programmes de l'UNESCO. La coopération Sud-Sud constitue également un élément important de la stratégie opérationnelle de l'UNESCO pour le programme « Priorité Afrique » (2014-2021), sa stratégie globale pour les partenariats et son Cadre d'action Éducation 2030, qui visent à aider les pays à atteindre l'objectif de développement durable 4 sur l'éducation ainsi que ses cibles. À l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), la coopération Sud-Sud a été prise en compte dans le budget-programme 2018-2019 récemment adopté par la soixante-dixième Assemblée mondiale de la santé.

21. De même, plusieurs organismes ont soit créé ou renforcé des groupes spécialisés dans la coopération Sud-Sud, soit recruté du personnel spécialisé. La

Stratégie de coopération Sud-Sud de la FAO, par exemple, est régie par le Conseil de suivi des programmes organisationnels de la FAO qui en assure par ailleurs l'examen. En outre, la Division de la coopération Sud-Sud et de la mobilisation des ressources de la FAO, basée au siège de l'organisation, et les agents de la coopération Sud-Sud, basés dans les régions, fournissent un appui à la mise en œuvre d'initiatives de coopération Sud-Sud à l'ensemble de l'organisation. La coopération Sud-Sud fait également l'objet d'une promotion active au niveau national à travers les programmes-cadres nationaux. Au Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA), la coopération Sud-Sud constitue désormais une responsabilité centrale dans les termes de référence de certains membres du personnel dans l'ensemble de son secrétariat.

22. L'OMPI a créé un bureau de liaison spécial, pourvu de ressources humaines spécialisées, qui assure une planification cohérente et l'élaboration de rapports réguliers sur la coopération Sud-Sud dans l'ensemble de l'organisation et fournit une interface institutionnelle avec les parties prenantes internes et externes. Cette démarche est le résultat d'une discussion au niveau de l'architecture de gouvernance de l'OMPI impliquant le Comité du développement et de la propriété intellectuelle constitué des États Membres et ouvert aux observateurs.

23. Certains organismes ont d'ailleurs commencé à définir quelles parts de leurs programmes doivent être consacrées à la coopération Sud-Sud. Par exemple, au cours de la dixième période de reconstitution du FIDA (2016-2018), le Fonds a accepté de veiller à ce que 50 % de toutes les nouvelles stratégies élaborées durant cette période intègrent une approche cohérente à la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire.

B. Mesures prises par le système des Nations Unies pour le développement en vue de renforcer l'appui à la coopération Sud-Sud et à la coopération triangulaire

Dialogue politique et développement

24. Le système des Nations Unies a poursuivi ses efforts dans l'élaboration de la politique de coopération Sud-Sud à travers les différents organismes et au moyen de partenariats à l'intérieur et à l'extérieur du système des Nations Unies. Au rang des éléments clés de cette tendance figurent les dialogues politiques qui mettent de façon spécifique l'accent sur la coopération Sud-Sud ou l'intègrent dans les événements et les publications. Ces initiatives contribuent à l'institutionnalisation de la coopération Sud-Sud dans le système des Nations Unies pour le développement en approfondissant les discussions sur les politiques existantes, en explorant de nouvelles orientations, de nouveaux concepts et les partenariats potentiels, et en éclairant l'élaboration de politiques cohérentes.

25. Certains des dialogues organisés au cours de la période couverte par le rapport ont favorisé l'intégration régionale. En 2016, la FAO a organisé des conférences régionales pour l'Afrique, l'Asie et le Pacifique, l'Europe, l'Amérique latine, les Caraïbes et le Proche-Orient. La coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire figuraient à l'ordre du jour de tous ces événements qui étaient par ailleurs accompagnés de manifestations parallèles mettant un accent particulier sur la coopération Sud-Sud à l'échelle régionale. Le FIDA s'est penché sur la promotion

du dialogue politique à travers la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire, notamment dans la région du Marché commun du Sud à travers la plateforme Réunion spécialisée sur l'agriculture familiale, qui permet aux producteurs et à leurs organisations de dialoguer avec les gouvernements et d'autres acteurs sur les questions cruciales en rapport avec l'agriculture familiale.

26. En avril 2016, la CNUCED a organisé une réunion d'experts sur la promotion de la coopération et l'intégration économiques entre les pays en développement, en mettant l'accent sur la transformation industrielle, les mutations structurelles et la coordination des politiques macroéconomiques. Cette réunion a identifié les conditions qui permettraient aux échanges commerciaux de devenir un moteur de la croissance dans le processus d'intégration régionale.

27. Certaines des discussions ont porté sur la promotion des échanges entre différentes catégories de parties prenantes, notamment le renforcement des partenariats avec les acteurs du secteur privé et les entités de la société civile. En juin 2016, par exemple, l'ONUSIDA a convoqué un dialogue de haut niveau à l'Organisation des Nations Unies, afin d'examiner l'élaboration d'un nouveau modèle relatif à la production pharmaceutique des antirétroviraux et d'autres médicaments essentiels. Cet événement a rassemblé des représentants des pays de l'Afrique de l'Ouest et de l'Afrique centrale, des groupes pharmaceutiques indiens et africains, la société civile et le secteur privé des États-Unis d'Amérique. Dans le prolongement de cette rencontre, les représentants d'organisations philanthropiques et le secteur privé aux États-Unis ont entrepris une mission commerciale en Côte d'Ivoire et au Kenya, afin d'identifier de nouveaux projets d'entreprise dans lesquels ils pourraient s'engager.

28. D'autres discussions ont porté sur la promotion des partenariats avec les centres de recherche externes. En 2016, en marge de la quatre-vingt-dixième session du Comité de haut niveau pour la coopération Sud-Sud, le PNUD s'est associé au Centre for New Structural Economics (CNSE) de l'Université de Pékin pour organiser une rencontre spéciale sur la transformation économique et la coopération Sud-Sud. Cet événement a facilité le lancement du Global Research Consortium on Economic Structural Transformation, présidé par le CNSE et co-présidé par le Centre africain pour la transformation économique et l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires, en partenariat avec le PNUD et le Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud, en vue de faire progresser la recherche sur la transformation structurelle de l'économie.

29. Certains organismes ont consacré des efforts à cibler une catégorie spécifique de parties prenantes, comme les jeunes, à travers leurs initiatives de coopération Sud-Sud. Au cours de l'Exposition mondiale sur le développement Sud-Sud 2016, par exemple, le FNUAP a organisé un forum de solutions sur l'exploitation du potentiel des jeunes dans le monde du Sud. Cette session a permis des discussions sur les politiques, programmes et initiatives concrets qui contribuent à l'exploitation du dividende démographique et sur les moyens par lesquels les trajectoires Sud-Sud et les trajectoires triangulaires peuvent aider à maximiser les solutions entre les pays.

30. Au vu de l'importance croissante de la coopération Sud-Sud dans les questions relatives à la propriété intellectuelle, les États Membres ont demandé au secrétariat de l'OMPI de préparer une cartographie annuelle des activités de coopération Sud-Sud facilitées par l'OMPI. La présentation de la cartographie a permis une

discussion multipartite, étayée par des données et des statistiques concrètes, sur les voies et les moyens par lesquels la coopération Sud-Sud est encadrée et mise en œuvre afin d'utiliser le système de propriété intellectuelle pour le développement.

31. Lors d'une manifestation parallèle au Forum de partenariat 2016 du programme des Volontaires des Nations Unies (VNU), le programme des Volontaires des Nations Unies et la Fédération du Service bénévole de Pékin ont annoncé leur partenariat dans le cadre d'un projet portant sur le renforcement de la participation de la Chine dans la mise au point du service volontaire international par le biais de la coopération Sud-Sud et l'initiative « Belt and Road ». Ce projet de trois ans vise à renforcer l'engagement des acteurs des pays à revenu intermédiaire dans le volontariat.

Recherche et analyse

32. Des recherches fondées sur des données factuelles ont renseigné la contribution de la coopération Sud-Sud au système des Nations Unies pour le développement. En 2016 et 2017, la FAO a entrepris plusieurs nouvelles études sur la coopération Sud-Sud, notamment des études sur l'expérience du Brésil, de la Fédération de Russie, de l'Inde, de la Chine et de l'Afrique du Sud dans l'élaboration de programmes de protection sociale tenant compte des questions de nutrition (mars 2017) et une brochure intitulée « Comment s'engager dans la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire » (mars 2016).

33. La recherche effectuée par l'Organisation des Nations Unies sur les institutions de coopération Sud-Sud naissantes et les régimes de développement en mutation a également connu un essor. En 2016 et 2017, la CNUCED a diffusé plusieurs publications sur des sujets allant du rôle des banques de développement dans la promotion de la croissance et le développement durable à la libéralisation du commerce en Afrique. La CNUCED prépare également un rapport sur les aspects économiques de la coopération Sud-Sud à la demande de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN), à l'occasion de son cinquantième anniversaire.

34. Certains organismes ont publié des rapports régionaux sur la coopération Sud-Sud. Le PNUD a travaillé en partenariat avec le Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire en vue de la réalisation du développement humain durable dans les régions des États arabes, d'Europe et de la Communauté d'États indépendants (CEI). Le PNUD a également entrepris de nombreux travaux de recherche et d'analyse sur la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire, qui visent à apporter une contribution significative aux dialogues politiques et au développement dans des secteurs stratégiques relatifs au développement durable. Par exemple, le PNUD, en collaboration avec des laboratoires d'idées du Sud, a produit quatre documents de recherche analytique qui examinent la contribution potentielle de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire à la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Les publications du PAM comprenaient le rapport « Buenas prácticas Sur-Sur para superar la malnutrición » (Bonnes pratiques Sud-Sud pour venir à bout de la malnutrition), qui émanait d'une réunion régionale sur la nutrition organisée par le PAM en Équateur, et une étude intitulée « The Cost of the Double Burden of Malnutrition » (le coût du double fardeau de la malnutrition) initiée par le PAM et la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes

(CEPALC) en vue d'élaborer un cadre d'analyse qui pourrait être appliqué dans l'ensemble de la région et au-delà.

35. Une autre initiative régionale qui mérite d'être signalée en matière de recherche et d'analyse est l'ensemble de rapports sur la coopération Sud-Sud publiée par l'UNICEF en 2016 et 2017; cinq publications émanant de la troisième Réunion de haut niveau sur la coopération Sud-Sud en faveur des droits de l'enfant dans la région Asie et Pacifique. En plus du rapport de synthèse intitulé « A billion brains: smarter children, healthier economies » (Un milliard de cerveaux : des enfants plus intelligents pour des économies plus prospères), l'UNICEF a publié un rapport de situation intitulé « South-South cooperation in Asia for child rights: documenting high-level meetings and their contribution to building a bright future for Asia » (Coopération Sud-Sud en Asie en faveur des droits de l'enfant : documentation des réunions de haut niveau et de leur contribution à la construction d'un futur meilleur pour l'Asie) et trois documents thématiques.

36. Certains organismes ont utilisé des études de cas pour explorer les enseignements tirés de la coopération Sud-Sud. Au rang des publications du PAM en 2016 et 2017 figure « South-South and triangular cooperation for food security and nutrition: Snapshot of WFP practices in facilitating South-South and triangular cooperation to promote progress towards Zero Hunger (SDG 2) » (Coopération Sud-Sud et coopération triangulaire pour la sécurité alimentaire et la nutrition : aperçu des pratiques du PAM dans la facilitation de la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire en vue d'accélérer les progrès vers la réalisation de l'objectif Faim zéro (objectif de développement durable 2)). Sept études de cas explorent la façon dont les différentes modalités de la coopération Sud-Sud sont mises en œuvre dans les activités du PAM, notamment le partage des connaissances, la coopération technique, le plaidoyer politique, la mobilisation des ressources en nature et en espèces, et l'action collective régionale.

Renforcement des capacités

37. Les organismes des Nations Unies ont considérablement investi dans le perfectionnement du renforcement des capacités aux fins de la coopération Sud-Sud. Certains organismes ont élaboré des lignes directrices et outils d'apprentissage en ligne. La FAO, par exemple, a renforcé ses lignes directrices, de même que ses outils d'appui au renforcement des capacités tels que des sessions de formation et un outil d'apprentissage en ligne destiné aux membres du personnel de l'Organisation. Pour ce qui est des modalités de coopération Sud-Sud plus récentes et plus flexibles telles que les échanges d'expertise à court terme et l'accès aux cours de formation dans des filières techniques, la FAO a également élaboré ou amendé de nouvelles lignes directrices et de nouveaux accords types. Le Fonds pour la réalisation des objectifs de développement durable a travaillé en collaboration avec l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche dans l'élaboration d'un outil en ligne à l'intention des entreprises et des gouvernements, qui facilite le renforcement des capacités en vue de consolider les partenariats public-privé pour la réalisation des objectifs de développement durable à l'horizon 2030. L'outil a été activement promu auprès des dirigeants d'entreprises et des gouvernements du monde du Sud.

38. D'autres organismes ont mis au point des mécanismes de formation tels que des académies et des instituts virtuels. En juillet 2016, l'Organisation internationale du Travail (OIT) a organisé l'Académie sur la coopération Sud-Sud et triangulaire,

une rencontre interrégionale d'apprentissage et de réseautage rassemblant des responsables politiques, des promoteurs, des spécialistes et des chercheurs venus du monde entier. L'Académie a créé un espace d'apprentissage qui soutient le personnel de l'OIT et ses partenaires dans l'accès aux outils et méthodologies de mise en œuvre de projets de coopération Sud-Sud et triangulaire. Cette initiative a également permis au personnel de l'OIT et à ses partenaires de donner suite à leur expérience de l'apprentissage sur la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire par l'échange d'expériences et l'approfondissement des connaissances à travers le « point de rencontre virtuel pour la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire ».

39. L'Institut virtuel de la CNUCED, une plateforme spécialisée dans le renforcement des capacités des institutions d'enseignement dans les pays en développement, a élaboré un programme sur l'industrialisation et la croissance, qui privilégie la coopération Sud-Sud et la coopération régionale en tant que vecteurs du développement. En outre, le personnel de la CNUCED offre régulièrement son expertise à un éventail d'initiatives et de programmes dans les pays en développement, dont la plupart portent principalement sur le commerce et la transformation industrielle. Par exemple, en février 2016, le personnel de la CNUCED a organisé un atelier sur la transformation industrielle et la politique industrielle à Dar es-Salaam à l'intention des chercheurs et des responsables gouvernementaux tanzaniens.

40. Un autre type d'expérience en matière de renforcement des capacités porte sur des projets pilotes dans le volontariat. Le Bureau régional des VNU dans la région Amérique latine et Caraïbes et le Pôle régional du PNUD pour cette région ont élaboré un mécanisme de coopération Sud-Sud en vue de faciliter les échanges d'experts et de jeunes dans la région.

41. D'autres initiatives ont été prises récemment pour appuyer les pays dans la mise en œuvre des plans, stratégies et capacités nationaux. Le PNUD a fourni de l'assistance aux partenaires du Sud pour aborder les politiques, les dispositions législatives et réglementaires qui font obstacle à leur engagement dans la coopération Sud-Sud. Par exemple, le Programme a conseillé le gouvernement de la Thaïlande en matière de renforcement des capacités, afin de perfectionner ses mécanismes de coopération Sud-Sud et de permettre au pays de jouer un rôle de premier plan dans la région Asie et Pacifique et au-delà. En Égypte, le PNUD a fourni un appui au Cairo Centre for Training in Conflict Resolution and Peacekeeping in Africa en vue de renforcer les capacités africaines en matière de maintien de la paix, de consolidation de la paix et de résolution de conflits et de promouvoir le dialogue afin de lutter contre l'extrémisme. Le Centre a formé plus de 223 participants venus de plus de 40 pays.

42. En 2016, L'OMPI a mis en œuvre 40 projets d'assistance technique. Ces projets portaient sur un large éventail d'activités, notamment la création de forums et de dialogues politiques à l'intention des responsables politiques; l'organisation de programmes et campagnes de sensibilisation et de formation sur l'administration de la propriété intellectuelle et la promotion du respect des droits y afférents; le soutien académique à l'inclusion de programmes et d'expertises en matière de propriété intellectuelle dans les programmes de l'enseignement supérieur (programmes de master, cours d'été) offerts par les universités dans les pays en développement; la conception de programmes de formation sur la gestion de la propriété intellectuelle

à l'intention des petites et moyennes entreprises, des inventeurs et créateurs; et le renforcement des systèmes informatiques et des bases de données pour l'administration des droits de propriété intellectuelle.

Partage des connaissances

43. Les organismes des Nations Unies ont créé de nouvelles plateformes et de nouveaux répertoires de bonnes pratiques pour le partage des connaissances. La FAO s'est appuyée sur la plateforme de réseautage Sud-Sud, le Portail de la coopération Sud-Sud, qui dispose actuellement de renseignements sur 11 pays (Argentine, Chili, Chine, Iran (République islamique d'), Israël, Kirghizistan, Maroc, Namibie, Pérou, Sénégal et Uruguay) et 35 institutions. Les institutions sont mises en avant par les gouvernements, avec les profils des principaux domaines d'expertise et des liens vers leurs sites Web pour plus de renseignements. Dans certains cas, des fichiers d'experts sont également fournis. La plateforme dispose d'un espace pour la collaboration entre partenaires dans le cadre de la coopération Sud-Sud.

44. Le FIDA a lancé une plateforme en ligne pour mettre en valeur les solutions de développement rural. Cette plateforme servira de portail pour la promotion de solutions de développement rural innovantes et d'informations y afférentes ainsi que des possibilités de consommation, de transfert de technologies et de financement associées. Cette initiative vise à rassembler, regrouper et exposer les solutions innovantes couronnées de succès en matière de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire financées par des prêts et subventions du FIDA. Le Fonds pour la réalisation des objectifs de développement durable a également créé une bibliothèque virtuelle de bonnes pratiques et d'enseignements tirés relatifs aux objectifs du Millénaire pour le développement et les objectifs de développement durable.

45. Le réseau du Projet international de l'UNESCO pour l'enseignement technique et professionnel, une plateforme mondiale inclusive consacrée à l'enseignement technique et professionnel, a été mis au point par l'UNESCO en vue de promouvoir davantage la coopération Sud-Sud et la coopération Nord-Sud-Sud. Ce réseau a joué un rôle déterminant dans la production et la diffusion des résultats de la recherche, des études de cas, des bases de données et des publications.

46. Certaines des nouvelles plateformes ont une vocation régionale. L'OIT a mis sur pied la plateforme virtuelle de l'Initiative régionale d'Amérique latine et des Caraïbes visant à abolir le travail des enfants, comprenant un outil qui cartographie les capacités de coopération Sud-Sud de chaque pays. Cet outil est conçu spécifiquement pour intensifier la coopération Sud-Sud dans les domaines prioritaires tels que les communautés autochtones, l'emploi des jeunes, les chaînes de valeur, la décentralisation, les migrations et les technologies de l'information.

47. La protection sociale a gagné en importance dans la recherche et l'analyse en matière de coopération Sud-Sud au sein de l'Organisation des Nations Unies. En 2016, 80 % (105 sur 129) des bureaux de pays de l'UNICEF ont appuyé la coopération Sud-Sud dans le cadre de leurs programmes de coopération. Au rang des initiatives de coopération Sud-Sud remarquables, figure l'initiative Community of Practice on Cash Transfer in Africa (Communauté de pratiques en matière de transferts en espèces en Afrique), qui facilite l'échange de connaissances entre les responsables politiques des pays effectuant des transferts en espèces plein sens ou

des transferts monétaires assortis de conditions et avec des pays qui sont au stade initial de l'élaboration de programmes et de systèmes de protection sociale en Afrique subsaharienne. Dans le même registre, citons l'Initiative Sud-Sud en matière de santé en Asie et la troisième Réunion de haut niveau sur la coopération Sud-Sud en faveur des droits de l'enfant en Asie et Pacifique, tenue en novembre 2016.

48. Une autre innovation porte sur les initiatives en faveur des femmes. En 2016, l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes) a fourni un appui aux partenaires nationaux en matière de budgétisation tenant compte de la problématique hommes-femmes à travers des initiatives à faible coût, ciblées, d'échange de connaissances entre les pays du monde du Sud. Ces initiatives ont contribué directement à la révision de la loi des finances en République démocratique lao. Dans le prolongement des initiatives de soutien mutuel et interrégionales Sud-Sud, plusieurs pays de la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord ont pris l'engagement formel d'appliquer la budgétisation tenant compte de la problématique hommes-femmes dans leurs systèmes financiers et budgétaires respectifs.

Partenariats et financements innovants

49. Pour répondre à l'objectif de développement durable 17 et à un environnement de financement du développement qui évolue rapidement et qui est caractérisé par une régression des financements des partenaires traditionnels, les organismes des Nations Unies ont recherché des partenariats et des financements innovants à travers la coopération Sud-Sud.

50. Ces nouveaux partenariats comprennent un ensemble de mécanismes dont des fonds d'affectation spéciale, des fonds de stimulation et des contributions en nature. En 2016, la FAO a obtenu de nouveaux engagements, par exemple une enveloppe de 50 millions de dollars de la Chine, ainsi que de nouveaux engagements considérables du Brésil, du Maroc et du Venezuela (République bolivarienne du). Le Fonds d'affectation spéciale marocain était constitué de dons provenant du secteur privé. En outre, de nouvelles sources de financement, à l'exemple de la South-South Cooperation Facility for Agriculture and Food Security (Facilité de coopération Sud-Sud pour l'agriculture et la sécurité alimentaire), soutenue par le Fonds fiduciaire africain de solidarité pour la sécurité alimentaire et guidée par le principe « les Africains pour l'Afrique », a commencé à mettre à disposition des ressources plus flexibles en soutien à la coopération interrégionale Sud-Sud.

51. Plusieurs pays, au rang desquels Israël et Singapour, ont commencé à développer des partenariats avec la FAO en apportant des contributions en nature et en participant à des initiatives de coopération triangulaire. En 2016, des mémorandums d'accord allant dans le même sens ont été signés avec la Chine et le Pérou. En outre, la FAO a utilisé les fonds de stimulation de la coopération Sud-Sud du Programme stratégique pour encourager des partenariats de coopération Sud-Sud à tous les niveaux, des échanges entre agriculteurs à des Fronts parlementaires contre la faim.

52. Des partenariats et des initiatives de financement ont également impliqué un plus grand nombre de parties prenantes. Le FIDA travaille avec des gouvernements, le secteur privé, des organisations non gouvernementales et des organisations internationales en vue d'intensifier ses efforts de coopération Sud-Sud et de

coopération triangulaire. Par exemple, il organise sa première conférence internationale sur la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire en novembre 2017 à Brasilia.

53. En 2016, le PAM a signé un mémorandum d'accord avec l'Argentine qui vise à promouvoir la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire dans les domaines de la protection sociale, des urgences, du renforcement de la résilience et des changements climatiques, tirant parti des expériences et compétences uniques de l'Argentine.

54. Les organismes des Nations Unies œuvrant dans le domaine de la santé ont également noué des relations avec un large éventail de partenaires. L'ONUSIDA a commencé à négocier des partenariats entre la Banque africaine de développement, les pays africains, d'autres organismes des Nations Unies (ONUDI, OMS) et le secteur privé (notamment l'African Network for Drugs and Diagnostics Innovation et la Fédération africaine des industries pharmaceutiques) en vue de mettre en œuvre le Plan relatif à la fabrication de médicaments pour l'Afrique. Au rang des soutiens à ce plan, on peut aussi citer l'élaboration d'un Cadre de coopération Inde-Afrique en matière de lutte contre le VIH et de sécurité des produits de santé sur la base de facteurs essentiels, tels que les renseignements commerciaux, les systèmes de renseignements de gestion et les finances.

55. D'autres initiatives ont également concerné des entités de la société civile, notamment des institutions d'enseignement et de recherche, et des banques de développement en faveur de la promotion des objectifs de développement durable à travers la coopération Sud-Sud. Par exemple, le PNUD, dans le cadre de sa coalition mondiale des réseaux de laboratoires d'idées pour la coopération Sud-Sud (« South-South Global Thinkers »), a établi des partenariats avec six réseaux de laboratoires d'idées du Sud avec lesquels le PNUD et le Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud vont développer des connaissances et des recherches qui seront intégrées dans les dialogues politiques sur la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire. Le PNUD a également noué un partenariat avec le Groupe de la Banque islamique de développement en vue de soutenir la mise en œuvre et la réalisation effectives des objectifs de développement durable en Afrique, dans les États arabes, en Asie centrale et du Sud, en Asie du Sud-Est et dans le Pacifique. En outre, le PNUD a favorisé un partenariat de 32 millions de dollars entre l'Arabie saoudite (Fonds saoudien de développement) et l'État de Palestine afin de soutenir les efforts de relèvement à Gaza.

56. Des partenariats Sud-Sud ont été mis à profit afin d'améliorer l'élaboration de projets ou de programmes ainsi que le suivi et l'évaluation. Par exemple, le Programme de coopération Malaisie-UNESCO a connu un essor et compte désormais un éventail de projets évalués à 5,7 millions de dollars. Le succès du projet a amené la Chine à renouveler son engagement à hauteur de 4 millions de dollars supplémentaires pour une mise en œuvre en 2017 et 2018. Ces fonds seront consacrés à l'intensification des précédentes réalisations du projet.

57. Dans le but d'accroître les possibilités d'amélioration des synergies et de l'harmonisation des activités des organismes des Nations Unies ayant des mandats régionaux, le Bureau régional de l'OMS pour l'Asie du Sud-Est et certains de ses bureaux de pays participent activement à un certain nombre de partenariats mondiaux pour la santé, tels que l'Asia Pacific Observatory on Health Systems and Policies, qui est le fruit d'un partenariat entre les Philippines, la République de

Corée, Singapour, la Thaïlande, Hong Kong (Chine), la Banque asiatique de développement, la Banque mondiale et les bureaux régionaux de l’OMS pour l’Asie du Sud-Est et le Pacifique Ouest.

58. En ce qui concerne l’OMPI, l’African Regional Intellectual Property Organization et l’Organisation africaine de la propriété intellectuelle constituent des partenaires clés dans la promotion et le renforcement de l’utilisation et l’administration des systèmes de propriété intellectuelle dans la région. Plusieurs universités en Afrique, en Asie, dans les Caraïbes et en Amérique latine constituent des partenaires privilégiés dans la mise en œuvre régulière de programmes de sensibilisation, de formation et d’éducation en matière de propriété intellectuelle dans les pays en développement. L’Association coréenne de promotion de l’invention offre conjointement avec l’OMPI et d’autres institutions de pays en développement, des programmes réguliers consacrés à la promotion de l’innovation.

Suivi, évaluation et établissement de rapports

59. Divers organismes des Nations Unies ont assuré le suivi et l’évaluation de programmes conjoints. Par exemple, le Fonds pour la réalisation des objectifs de développement durable a entrepris le suivi et l’évaluation de la coopération Sud-Sud pour deux programmes conjoints aux Fidji, à Samoa et au Vanuatu. Les conclusions ont confirmé que la coopération Sud-Sud entre les pays participants facilite l’apprentissage et renforce l’expertise technique, améliorant ainsi la probabilité d’obtenir les résultats escomptés.

60. En outre, les organismes des Nations Unies ont commencé à intégrer le suivi et l’évaluation de la coopération Sud-Sud dans leur processus de planification. Dans le cadre du système de programmation à l’échelle mondiale, le FNUAP met actuellement en œuvre, dans sa phase pilote (2016-2017), un marquage spécialisé, visant à surveiller et à évaluer la façon dont la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire sont mises à profit par les États Membres en collaboration avec le FNUAP en vue de mettre en œuvre à la fois le Programme d’action de la Conférence internationale sur la population et le développement et les objectifs de développement durable.

61. L’évaluation continue du cadre stratégique du programme des Volontaires des Nations Unies 2014-2017 vise à déterminer les enseignements tirés dans le cadre de la coopération Sud-Sud. Chaque projet des Volontaires des Nations Unies est évalué sur la base des documents de projet respectifs pour lesquels la coopération Sud-Sud est un critère de qualité. Le Rapport annuel des VNU présente également des expériences en matière de coopération Sud-Sud et les met à la disposition du grand public.

62. De même, certains organismes ont commencé à procéder à des évaluations externes de leurs pratiques en matière de coopération Sud-Sud. Le Centre d’excellence pour la lutte contre la faim du PAM au Brésil effectue actuellement la première évaluation externe de son impact et élabore une stratégie de suivi et d’évaluation. Cet exercice permettra au Centre de cerner les mécanismes et les dynamiques sous-jacentes qui ont une incidence sur l’exécution des programmes.

C. Appui de l'Organisation des Nations Unies à la coopération régionale et interrégionale Sud-Sud

63. Depuis la mi-2016, les organismes des Nations Unies fournissent un appui à la coopération régionale et interrégionale Sud-Sud au moyen d'initiatives qui prévoient l'organisation d'événements tels que des ateliers et des consultations. En mars 2017, à titre d'exemple, la CNUCED et le Ministère du commerce et de l'industrie de l'Afrique du Sud ont organisé conjointement un atelier régional sur les chaînes de valeur régionales et la coordination des politiques en Afrique australe. Cette activité est la première dans le projet quadriennal de développement de la CNUCED qui vise à améliorer l'industrialisation et la croissance de la productivité grâce à la coopération Sud-Sud en Afrique australe.

64. En plus des ateliers, des consultations régionales ont été organisées en vue de renforcer la capacité de coopération Sud-Sud des organisations régionales. Par exemple, l'UNESCO s'emploie à promouvoir l'intégration régionale dans le cadre des consultations régionales qu'il a tenues sur la mise en œuvre de l'objectif de développement durable 4 – Éducation à l'horizon 2030 – afin de promouvoir la coopération Sud-Sud, notamment en Afrique, dans la région Asie et Pacifique, et dans la région Amérique latine et Caraïbes.

65. Dans d'autres cas, les organismes des Nations Unies ont établi des partenariats avec des réseaux afin d'accroître leurs capacités régionales de coopération Sud-Sud. Par exemple, le FIDA, dans le cadre de ses efforts visant à promouvoir l'intégration régionale par le renforcement des capacités et des organisations régionales, a appuyé les activités du Programme régional de formation au développement rural (PROCASUR), une organisation internationale spécialisée dans la récolte et l'intensification des innovations locales en Afrique, en Asie et en Amérique latine.

66. Des organismes des Nations Unies ont également assuré le financement des initiatives régionales. À titre d'illustration, le FIDA a co-financé la mise en œuvre du programme Routes d'apprentissage du PROCASUR, qui couvre 15 pays en Afrique, en Asie, et en Amérique latine. Actuellement, cette méthode de « routes d'apprentissage » est appliquée grâce à la participation de plus de 170 organisations, notamment des organisations communautaires, des organismes gouvernementaux et des associations rurales.

67. En plus de la mise à disposition de financements directs, les organismes des Nations Unies ont aidé à renforcer les capacités régionales en facilitant la mise en place de mécanismes de collaboration pour venir à bout des crises, telles que les pénuries de médicaments. En 2016, l'ONUSIDA a apporté un appui au Ghana et au Sénégal lorsqu'ils étaient confrontés à une grave pénurie de médicaments antirétroviraux. Elle a également renforcé la collaboration entre les deux pays par la promotion du prêt de médicaments antirétroviraux lorsqu'ils font face à des pénuries. Toujours en Afrique, l'ONUSIDA encourage la collaboration entre la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest et la Communauté économique des États de l'Afrique centrale.

68. Par ailleurs, la collaboration entre les organismes des Nations Unies et d'autres institutions comprenait des partenariats avec des organisations régionales et sous-régionales. En 2016, les VNU ont poursuivi son soutien à l'Union africaine dans la mise en œuvre du Corps de jeunes volontaires de l'Union africaine. Les VNU et l'Union africaine ont travaillé main dans la main en vue de promouvoir et de rendre

opérationnel le concept de volontariat des jeunes au service de la paix et du développement en Afrique dans le contexte de la Décennie pour le développement de la jeunesse en Afrique (2009-2019). À travers un appui technique, les VNU ont contribué aux efforts actuellement déployés par l'Union africaine en vue de l'élaboration d'un plan stratégique pour la jeunesse. Ils ont également signé un mémorandum d'accord avec le Marché commun de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe en vue d'apporter un appui à la mise en place d'un programme régional de stages et de volontariat des jeunes et la promotion de stratégies en faveur de programmes de jeunes au sein de ce regroupement de 19 États Membres.

69. Le PAM a également lancé de nouvelles initiatives en coopération avec l'Union africaine. Par exemple, comme résultat direct du soutien à long terme du PAM aux pays africains dans l'élaboration de programmes d'alimentation scolaire issue de la production locale, notamment à travers l'œuvre du Centre d'excellence du PAM pour la lutte contre la faim au Brésil, en janvier 2016, l'Union africaine a adopté des programmes d'alimentation scolaire issue de la production locale dans le cadre d'une stratégie continentale visant à accroître l'accès à l'éducation et à dynamiser les activités génératrices de revenus au sein des communautés rurales.

70. Dans le cadre de son programme de coopération technique, l'Organisation panaméricaine de la santé (OPS) a apporté un appui à plusieurs mécanismes d'intégration sous-régionale de la région et consacre 7 % de son budget ordinaire à ce niveau de coopération technique, conformément à la politique budgétaire du programme régional de l'OPS. Au cours de l'année 2016, plusieurs activités impliquant deux ou plusieurs mécanismes d'intégration sous-régionaux ont été menées. À titre d'illustration, le Bureau régional de l'OMS pour l'Asie du Sud-Est a noué des partenariats avec des organismes intergouvernementaux en Asie-Pacifique : l'Association sud-asiatique de coopération régionale (ASACR) et l'ASEAN. Les bureaux régionaux de l'OMS pour l'Asie du Sud-Est et le Pacifique occidental ont signé le mémorandum d'accord avec l'ASEAN en 2015.

71. Au cours de l'exercice 2016/17, l'OMPI a mis en œuvre plusieurs programmes et activités visant à appuyer les initiatives régionales afin de rationaliser et d'améliorer les normes d'efficacité de l'administration et des services de la propriété intellectuelle et à tirer parti de l'innovation et de la créativité par l'utilisation stratégique du système de la propriété intellectuelle. Plusieurs organisations régionales participaient aux programmes ordinaires : l'African Regional Intellectual Property Organization; l'Organisation africaine de la propriété intellectuelle; l'ASEAN, la Communauté des Caraïbes; le Forum caribéen des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique; l'Union latino-américaine des aveugles; l'ASACR; la Communauté de développement de l'Afrique australe; et le Secrétariat pour l'intégration économique de l'Amérique centrale.

72. Le système des Nations Unies pour le développement a également encouragé les réseaux régionaux de coopération Sud-Sud. Dans le cadre du projet « Spring Forward for Women » d'ONU-Femmes, un forum régional du Réseau des femmes parlementaires arabes pour l'égalité (Ra'idat) s'est tenu au Maroc. Plus de 135 femmes parlementaires, à la fois anciennes titulaires et en activité, ainsi que des experts en politique, des représentants du Gouvernement, des professionnels des médias et des représentants d'organisations régionales et internationales, y compris la Ligue des États arabes ont pris part au forum. Les femmes parlementaires de la

région ont publié la Déclaration de Rabat pour affirmer les exigences relatives au soutien à la participation des femmes à la vie politique.

73. En Asie, le PNUD a appuyé les pays de l'ASEAN dans l'élaboration d'un guide de référence pour le relèvement après les catastrophes qui améliorera la résilience aux catastrophes et contribuera au développement durable. Dans la région Amérique latine et Caraïbes, le PNUD a travaillé en collaboration avec la FAO et l'Agence mexicaine de la coopération internationale pour le développement en vue de lancer le Centre d'excellence virtuel sur la surveillance forestière en Méso-Amérique. En Asie, le PNUD a organisé le premier forum régional de partage des connaissances entre pays du Sud sur les objectifs de développement durable, qui a réuni des responsables politiques de plus de 20 pays pour partager leurs expériences dans la mise en œuvre des objectifs de développement durable.

74. Le travail des commissions régionales est devenu essentiel à l'institutionnalisation de la coopération Sud-Sud aux niveaux régional et sous-régional. Plusieurs commissions, notamment la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP), la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes et la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CESAO) ont intégré cette modalité de coopération dans leurs cadres stratégiques et plans de travail. À la soixante-troisième session de la CESAP, tenue en 2017, les États membres ont approuvé une feuille de route régionale pour la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030, qui appelle, entre autres, à un renforcement de la coopération technique sur les moyens de mise en œuvre y compris les finances et les partenariats internationaux et régionaux Nord-Sud et Sud-Sud. À sa trente-sixième session, en mai 2016, la CEPALC a adopté une résolution relative aux lignes d'action pour la période 2016-2018 afin de partager les méthodologies et indicateurs et promouvoir les partenariats multipartites pour la coopération Sud-Sud, entre autres. La coopération Sud-Sud sous-tend une part importante des activités menées par la CESAP en matière de renforcement des capacités, de dialogue politique, de partage d'expériences, de bonnes pratiques, et d'échanges mutuellement bénéfiques d'idées novatrices. Selon un autre exemple, la CESAO a appuyé la création d'un réseau de services nationaux d'assistance écologique ainsi que d'un réseau de bureaux nationaux de transfert de technologies.

75. En tant que secrétariat du mécanisme de suivi des Nations Unies, le Bureau du Conseiller spécial pour l'Afrique a amélioré le suivi de la mise en œuvre des engagements en faveur du développement de l'Afrique. En outre, afin de s'acquitter du mandat du mécanisme de suivi et mettre en œuvre cette composante de son cadre stratégique, le Bureau a assuré le suivi et rendu compte de la mise en œuvre, entre autres, des engagements pris par les partenaires traditionnels du développement de l'Afrique ainsi que ceux pris par ses nouveaux partenaires de développement Sud-Sud.

III. Coordination et cohérence de l'appui du système des Nations Unies pour le développement à la coopération Sud-Sud

76. Au cours de la période couverte par le rapport, le Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud s'est appuyé sur trois principaux mécanismes visant à

promouvoir le renforcement de la coordination de l'appui des Nations Unies à la coopération Sud-Sud et à la coopération triangulaire. Il s'agit notamment de catalyser le plaidoyer et le dialogue à travers des manifestations régionales et mondiales; de promouvoir la recherche et le partage des connaissances sur la coopération Sud-Sud, en particulier en ce qui concerne les objectifs de développement durable; et de nouer ou renforcer des partenariats, y compris au moyen de mécanismes de financement comme les fonds d'affectation spéciale.

77. Le Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud a continué d'offrir des plateformes pour faciliter les activités de plaidoyer et de dialogue entre les acteurs de la coopération Sud-Sud s'engageant dans de solides partenariats avec des organismes des Nations Unies. L'Exposition mondiale sur le développement Sud-Sud 2016 a été organisée par la Zayed International Foundation for the Environment, au nom du Gouvernement des Émirats arabes unis, en étroite coordination avec le Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud et conjointement avec plus de 25 entités des Nations Unies et 124 autres organisations intergouvernementales et partenaires institutionnels. Environ 700 représentants provenant de plus de 90 pays ont participé à cette exposition. Le Forum de haut niveau pour directeurs généraux, qui est devenu une articulation de l'Exposition depuis 2008, a couvert un ensemble de sujets et d'expériences relatifs à l'institutionnalisation de la coopération Sud-Sud dans le cadre des efforts déployés en vue de la réalisation des objectifs de développement durable. Parmi ces sujets figuraient l'intégration de la coopération Sud-Sud dans les plans de développement nationaux, l'amélioration de la mesure de la coopération Sud-Sud, et la promotion du renforcement des capacités dans la gestion de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire. L'Exposition a permis le partage et l'examen de plus de 170 solutions endogènes pour le développement du Sud. En outre, près de 40 réunions bilatérales de partenariat ont été signalées durant l'Exposition, et plusieurs mémorandums d'accord et lettres d'intention de coopération ont été signés.

78. Au niveau régional, au cours du Forum économique d'Astana 2017, le Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud a appuyé les responsables politiques et les experts de l'ensemble de la région des États arabes, de la région Europe et de la CEI pour examiner le rôle de la coopération Sud-Sud dans la promotion de l'économie verte dans le contexte de la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030.

79. Le Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud a également contribué à l'organisation de rencontres thématiques portant sur la promotion des liens entre la coopération Sud-Sud et les objectifs de développement durable. Par exemple, en novembre 2016, les entités des Nations Unies dont le Bureau exécutif du Secrétaire général, le secrétariat de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, le PNUD, le Programme des Nations Unies pour l'environnement et le Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud se sont joints aux Gouvernements de la Chine et du Maroc, avec l'appui de la Pépinière de partenariats climatiques pour les pays du Sud, pour organiser le Forum de haut niveau sur la coopération Sud-Sud en matière de changements climatiques. Cet événement a encouragé la discussion et l'échange de connaissances entre pays en développement sur les défis et possibilités durant la phase de mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030.

80. L'Assemblée générale, dans sa résolution [71/244](#), a décidé de convoquer une conférence de haut niveau des Nations Unies sur la coopération Sud-Sud à l'occasion du quarantième anniversaire de l'adoption du Plan d'action de Buenos Aires. Le Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud apportera un appui fonctionnel et assurera le secrétariat du processus de préparation de la conférence qui devrait se tenir au plus tard au cours de la première moitié de l'année 2019, y compris les négociations en vue d'une résolution sur les modalités.

81. Afin de se positionner comme le pôle de connaissances en matière de coopération Sud-Sud, le Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud a encouragé la recherche et l'analyse sur la coopération Sud-Sud ainsi que l'échange de connaissances. Conjointement avec le PNUD, il a appuyé la mise en place de la coalition mondiale des réseaux de laboratoires d'idées pour la coopération Sud-Sud (« South-South Global Thinkers ») afin de développer la recherche et promouvoir le partage des connaissances sur la coopération Sud-Sud dans le contexte du développement durable. Six principaux réseaux de laboratoires d'idées dans le monde du Sud, dont plus de 200 institutions, ont officialisé leur adhésion à cette initiative.

82. Le Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud a lancé un nouveau portail Web (www.unsouthsouth.org) destiné à mieux engager les organismes des Nations Unies et les États Membres. Le portail présente toutes les activités des partenaires en matière de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire dans leurs domaines d'intervention respectifs. Il fonctionne comme un outil destiné à mettre en relation les organismes et les gouvernements, à partager des connaissances et à lancer des activités de sensibilisation et de promotion sur des questions d'un intérêt fondamental pour le Sud.

83. Le Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud a lancé de nouveaux supports de connaissances engageant les États Membres, les organismes des Nations Unies et d'autres partenaires. La série de publications sur la coopération Sud-Sud en action (« South-South in Action ») est un support de connaissances que les pays en développement et les institutions partenaires se sont approprié pleinement. Le premier numéro (paru en janvier 2017) traite des initiatives de développement durable de la Thaïlande, guidée par sa philosophie de l'économie de suffisance.

84. En outre, plusieurs publications thématiques ont été lancées depuis juillet 2016. Le rapport intitulé « Catalyser la mise en œuvre des contributions déterminées au niveau national dans le contexte du Programme de développement durable à l'horizon 2030 par la coopération Sud-Sud » a été le fruit d'un effort conjoint du secrétariat de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et de la Pépinière de partenariats climatiques pour les pays du Sud. La publication suggère des moyens d'intégrer l'action en faveur du climat dans le développement durable à travers la mise en œuvre des contributions déterminées au niveau national et explore la façon dont la coopération Sud-Sud peut catalyser la mise en œuvre de ces contributions en encourageant des partenariats plus larges et en intensifiant la diffusion des informations.

85. Le Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud a collaboré avec le FIDA et la Banque islamique de développement dans le projet dénommé « Coopération Sud-Sud et coopération triangulaire pour le développement agricole et l'amélioration de la sécurité alimentaire ». Ce partenariat a débouché sur la création de neuf « couloirs d'échange de connaissances » entre les pays participants.

86. Le Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud a également intensifié ses activités dans le partage de connaissances en vue du renforcement des capacités des pays dans le domaine de la coopération Sud-Sud. Par exemple, le Bureau, en partenariat avec l'Agence brésilienne de coopération et l'Agence japonaise de coopération internationale, a facilité l'échange de connaissances dans les pratiques de gestion pour la coopération Sud-Sud et permis l'élaboration de nouveaux outils de gestion pour la conception, la mise en œuvre et l'évaluation des initiatives de coopération Sud-Sud.

87. L'équipe Asie et Pacifique du Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud à Bangkok a intensifié la recherche, la formation et l'échange de connaissances sur la coopération Sud-Sud, avec le concours du Gouvernement thaïlandais qui a mis à sa disposition des ressources humaines. De même, dans la région, le Bureau a travaillé avec le Gouvernement de la République de Corée pour lancer la deuxième phase d'un programme de renforcement des capacités dans le domaine des sciences, de la technologie et de l'innovation.

88. Dans la région des États arabes et la région Europe et de la CEI, le Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud a mis en œuvre des initiatives associant la recherche et l'analyse avec le renforcement des capacités et la sensibilisation. Le premier Forum régional sur le réseautage, qui a eu lieu à Dubaï en 2016, a réuni des spécialistes du développement de toute la région. Les participants ont publié une déclaration conjointe en vue de promouvoir davantage le programme de coopération Sud-Sud et de partager des connaissances dans divers domaines, notamment la fonction publique, l'éducation, la santé, l'agriculture, l'état de droit, les douanes, l'emploi et les partenariats public-privé.

89. En outre, des ateliers de renforcement des capacités ont été organisés en Afrique de l'Ouest et de l'Est, facilitant le partage d'expériences en vue du renforcement des mécanismes institutionnels dans la gestion de la coopération Sud-Sud.

90. En tant que facilitateur de partenariats innovants et stratégiques, le Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud a mis à profit une voie particulièrement fructueuse dans l'établissement de partenariats de financement, à savoir le recours aux fonds d'affectation spéciale. Par exemple, en juin 2017, le Fonds de partenariat pour le développement Inde-Nations Unies a été lancé en vue de soutenir la mise en œuvre des objectifs de développement durable dans le monde du Sud en partenariat avec les organismes des Nations Unies. Ce Fonds, qui est géré par le Bureau, a déjà reçu 2 millions de dollars de contribution du Gouvernement indien et approuvé son premier projet en faveur de sept petits États insulaires en développement dans le Pacifique.

91. En outre, le Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud a continué à gérer plusieurs autres fonds d'affectation spéciale. Il s'agit entre autres du Fonds des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud, qui a reçu 6,3 millions de dollars de contributions et exécuté plus de 2 millions de dollars à travers 13 projets à l'échelle mondiale; du Dispositif IBAS pour l'atténuation de la pauvreté et la lutte contre la faim, qui a reçu 2 millions de dollars de contributions et exécuté environ 1,8 million de dollars à travers 10 projets; et du fonds d'affectation spéciale Pérez-Guerrero, qui a reçu 0,6 million de dollars de contributions et exécuté 0,5 million à travers 27 projets.

92. En juillet 2017, le Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud a signé un accord de partenariat innovant avec le Gouvernement du Honduras et l'équipe de pays des Nations Unies au Honduras. Cet accord lie le Bureau et 14 organismes, fonds et programmes des Nations Unies, travaillant avec 22 entités gouvernementales du Honduras en vue de promouvoir et d'appuyer la réalisation des objectifs de développement durable à travers une coopération Sud-Sud et une coopération triangulaire élargies.

IV. Conclusion et recommandations

93. Le présent rapport prend acte des efforts déployés par le système des Nations Unies pour le développement depuis juillet 2016 en vue de promouvoir et d'institutionnaliser la coopération Sud-Sud en dehors du système des Nations Unies pour le développement. Je salue ces initiatives et encourage le système à continuer de renforcer son appui à la coopération Sud-Sud.

94. Afin d'assurer un appui plus cohérent et coordonné du système des Nations Unies, j'ai demandé au Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud de coordonner, en consultation avec les organismes des Nations Unies, la préparation d'une stratégie de coopération Sud-Sud à l'échelle du système des Nations Unies.

95. J'ai également demandé au Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud d'envisager la possibilité de commander un rapport annuel indépendant complet sur la coopération Sud-Sud. Par ailleurs, j'ai demandé au Bureau, appuyé par d'autres entités des Nations Unies, de réaliser une cartographie des principales activités de coopération pour le développement menées par les pays en développement et les principaux fournisseurs d'aide à la coopération Sud-Sud, en évaluant les liens possibles avec le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et les possibilités pour un engagement des Nations Unies, et de le faire sur la base de la cartographie et des examens déjà effectués.

96. Conformément à l'objectif d'accélération de la mise en œuvre de l'Accord de Paris, j'ai également demandé au Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud d'élaborer, en étroite consultation avec les organismes des Nations Unies, un plan d'action pour la coopération Sud-Sud à l'appui de ma stratégie d'engagement contre les changements climatiques (2017-2021).

97. J'invite les institutions spécialisées et les fonds et programmes des Nations Unies à continuer d'intégrer la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire dans leurs politiques et programmes en incorporant ces modalités dans des cadres stratégiques et d'autres instruments de planification, avec des méthodologies qui tiennent compte des indicateurs qualitatifs et quantitatifs de ces partenariats.

98. J'encourage également les organismes à assurer un suivi systématique des ressources et des postes consacrés à la coopération Sud-Sud et à la coopération triangulaire. Je salue et encourage les efforts déployés par les États Membres en vue d'appuyer les efforts de l'Organisation des Nations Unies en soutien à la coopération Sud-Sud et à la coopération triangulaire à travers des ressources humaines et des instruments de financement tels que les fonds d'affectation spéciale.

99. J'encourage les institutions spécialisées, les fonds et programmes des Nations Unies et les équipes de pays à poursuivre la cartographie et la documentation des

meilleures pratiques en matière de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire, ainsi que la production et le partage de connaissances fondées sur des données factuelles dans leurs domaines d'expertise en ce qui concerne la réalisation des objectifs de développement durable.

100. Il importe que le système des Nations Unies pour le développement encourage également la collaboration entre les institutions d'enseignement supérieur, les centres de recherche et laboratoires d'idées du monde du Sud, et les appuie afin qu'ils jouent un rôle de premier plan dans la réflexion sur la coopération Sud-Sud.

101. Au vu du caractère central du renforcement des capacités dans les activités du système des Nations Unies pour le développement, je recommande que les institutions spécialisées et les fonds et programmes du système des Nations Unies pour le développement continuent de renforcer les capacités des pays en développement en vue du recours à la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire dans la mise en œuvre de plans et stratégies de développement nationaux, surtout en ce qui concerne les objectifs de développement durable.

102. L'Assemblée générale a proposé la convocation d'une conférence de haut niveau sur la coopération Sud-Sud, devant se tenir en 2019 à Buenos Aires. J'encourage le système des Nations Unies à apporter des contributions de fond, fondées sur des données factuelles, afin d'éclairer les discussions entre les États Membres en préparation de la conférence, à travers le Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud qui en assure le secrétariat.
